

**Point de presse de la porte-parole -
Ukraine/Adoption d'une loi
prolongeant le statut spécial du
Donbass - Irak/Annonce de la
reprise de Hawija - Journée
mondiale contre la peine de mort -
Maroc/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian - Prix Nobel de
la Paix - UNESCO/Candidature de
Mme Audrey Azoulay au poste de
directrice générale -
Égypte/Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian avec son homologue
égyptien - Territoires
interpalestiniens
(Paris, 06 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a relayé la déclaration du ministre, fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Ukraine - Adoption d'une loi prolongeant le statut spécial du Donbass (Kiev, 6 octobre 2017)

La France salue l'adoption aujourd'hui par le parlement ukrainien d'une loi prolongeant le statut spécial du Donbass, prévu par la loi du 16 septembre 2014.

L'adoption de cette loi confirme l'attachement de l'Ukraine à un règlement pacifique du conflit, dans le cadre des accords de Minsk.

Les accords de Minsk, conclus le 5 et 19 septembre 2014 et complétés le 12 février 2015 par le «paquet de mesures pour la mise en oeuvre des accords de Minsk» sous l'égide des chefs d'État et de gouvernement du format «Normandie» (France, Allemagne, Ukraine, Russie), visent à restaurer l'intégrité territoriale de l'Ukraine tout en prévoyant un processus de décentralisation.

Dans ce cadre, il a été convenu lors du sommet en format «Normandie» organisé à Paris le 2 octobre 2015 que le statut spécial d'autonomie entrerait en vigueur en deux temps : provisoirement le jour de la tenue d'élections locales dans les territoires aujourd'hui sous contrôle séparatiste ; puis de manière permanente une fois que ces élections auront été reconnues conformes aux standards internationaux et à la législation ukrainienne par le bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'OSCE.

La France et l'Allemagne poursuivent leurs efforts de médiation au sein du format «Normandie» pour une résolution durable du conflit.

2 - Irak - Annonce de la reprise de Hawija (5 octobre 2017)

M. Haïder al-Abadi, Premier ministre irakien, a annoncé à Paris le 5 octobre à l'occasion de sa conférence de presse conjointe avec le président de la République la libération de la ville de Hawija.

La France salue cette victoire décisive, rendue possible par le courage et les sacrifices des forces irakiennes, avec l'appui de la France et la coalition internationale. La reconquête de la ville de Hawija est un pas de plus vers la libération complète des territoires irakiens sous l'emprise de Daech et un nouveau succès de l'Irak dans la lutte contre le terrorisme.

Dans le cadre de la coalition, la France ne ménagera aucun effort pour éradiquer militairement Daech dans ses derniers bastions irakiens. Elle se mobilise pour l'étape suivante : la réconciliation nationale, la reconstruction et la mise en oeuvre d'une gouvernance inclusive, qui seules permettront d'empêcher la résurgence du terrorisme sous d'autres formes. C'est le sens du «nouveau partenariat entre l'Irak et la France» que souhaite le président de la République.

C'est dans cette perspective que M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a signé le 5 octobre une convention octroyant un prêt budgétaire de 430 millions d'euros à l'Irak, conformément à l'annonce qu'il avait faite à l'occasion de son déplacement en Irak les 25 et 26 août. Ce prêt permettra de faciliter l'obtention de programmes financiers internationaux au profit de l'Irak, essentiels dans la phase de reconstruction.

3 - Droits de l'Homme - Journée mondiale contre la peine de mort (10 octobre 2017)

À l'occasion de la 15ème journée mondiale contre la peine de mort et du 40ème anniversaire de la dernière exécution en France, la France rappelle son attachement à l'abolition universelle de la peine de mort.

La France est opposée à la peine de mort, en tous lieux et toutes circonstances. Elle est engagée en faveur de l'abolition universelle de ce châtiment injuste, inhumain et inefficace et appelle tous les États appliquant encore la peine de mort à établir un moratoire en vue d'une abolition définitive.

Nous saluons ainsi la décision de la Mongolie, effective depuis le 1er juillet 2017, d'abolir définitivement la peine de mort, ainsi que l'engagement à l'abolir pris par le président gambien Adama Barrow devant les Nations unies le 21 septembre. Nous saluons également l'abolition en 2016 de la peine de mort pour tous les crimes au Bénin et à Nauru et l'adoption par la

Guinée d'un nouveau code pénal ne prévoyant plus ce châtiment.

Nous souhaitons marquer notre préoccupation quant au recours persistant à la peine de mort, notamment en Chine, en Iran, en Arabie Saoudite, au Pakistan, en Irak, et aux États-Unis, ou à la reprise des exécutions au Nigéria, à Bahreïn, au Koweït ou en Jordanie. La France est également préoccupée par la volonté des autorités des Philippines de réintroduire la peine de mort, après son abolition en 2006.

Pour marquer cet événement, une série d'interviews télévisées sera organisée au Quai d'Orsay le 10 octobre à partir de 18h et retransmise en direct sur les réseaux sociaux. Ces échanges seront centrés sur le thème de la peine de mort et de la pauvreté et bénéficieront des témoignages de Me. Shreya Rastogi, avocate indienne; M. Joaquin José Martinez, ancien condamné à mort aux États-Unis, innocenté ; Me. Taieb Bessadok, avocat de Maher Manai, ancien condamné à mort tunisien ; et M. Urbain Yamaogo, coordinateur de la coalition contre la peine de mort du Burkina Faso. Il est possible de suivre cet événement sur Facebook : <https://www.facebook.com/events/172375909979392>

Une conférence ouverte au public autour de ces mêmes intervenants sera par ailleurs accueillie dans la matinée par le conseil national des barreaux, en partenariat avec l'association «Ensemble contre la peine de mort», l'organisation internationale de la Francophonie et le ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

4 - Maroc - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (8-9 octobre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectuera les 8 et 9 octobre un déplacement au Maroc, où il s'entretiendra avec le chef du gouvernement marocain, M. Saad-Eddine El Othmani, ainsi qu'avec son homologue, M. Nasser Bourita.

La France a un partenariat d'exception avec le Maroc, qu'elle souhaite encore approfondir à la suite de la visite du président de la République le 14 juin 2017. C'est le message que M. Jean-Yves Le Drian portera, notamment dans la perspective de la prochaine rencontre de haut niveau prévue à Rabat.

À l'occasion de ses échanges, M. Jean-Yves Le Drian abordera l'ensemble des aspects de notre coopération bilatérale : développement des échanges économiques, combat contre le terrorisme, lutte contre le changement climatique, gestion des flux migratoires, coopération culturelle. Il évoquera également les questions régionales, pour lesquelles le Maroc est un partenaire stratégique pour la paix et la stabilité. Avec son retour au sein de l'Union africaine et sa démarche d'adhésion à la communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, le Maroc joue un rôle croissant en Afrique. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères évoquera la politique partenariale que nous souhaitons mener avec le Maroc sur ce continent.

M. Jean-Yves Le Drian consacrera une partie de sa visite à la diplomatie économique, autour du projet de LGV entre Casablanca et Tanger, emblématique de la relation bilatérale franco-marocaine. Il fera le point sur les moyens de renforcer la présence économique

française au Maroc.

La France et le Maroc entretiennent des relations extrêmement denses sur tous les plans. La France est le premier investisseur étranger au Maroc, son deuxième fournisseur (4,3 milliards d'euros d'exportations en 2016) et son deuxième client (4,2 milliards d'euros d'importations en 2016). Notre coopération scolaire est exceptionnelle : les Marocains représentent le premier contingent d'étudiants étrangers en France (37.000), tandis que la France déploie au Maroc le deuxième réseau scolaire français au monde avec près de 38.000 élèves.

5 - Prix Nobel de la Paix

Le choix du comité Nobel d'attribuer à la «Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires» («International campaign for the abolition of nuclear weapons») le prix Nobel de la Paix 2017 témoigne de l'importance de la non-prolifération nucléaire dans un contexte marqué par la crise nord-coréenne.

La France souhaite créer les conditions d'un monde sans armes nucléaires. Elle est pleinement engagée en faveur du désarmement nucléaire, avec un bilan exemplaire : réduction de moitié de son arsenal depuis la fin de la guerre froide, fermeture et démantèlement de son centre d'expérimentations dans le Pacifique, signature et ratification du traité d'interdiction complète de essais nucléaires, démantèlement de ses installations de production de matières fissiles pour des armes, démantèlement de ses missiles sol-sol, transparence poussée sur la composition de son arsenal. La France a également contribué de façon active aux négociations qui ont permis la conclusion d'un accord exigeant, solide, robuste et vérifiable sur le nucléaire iranien. Elle est attachée à une mise en oeuvre rigoureuse de cet accord.

Notre politique obéit au principe d'efficacité. La France est attachée à l'édifice bâti autour du traité de non-prolifération nucléaire. Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian lors de son discours de clôture de la semaine des ambassadeurs le 31 août, ce traité «constitue le dispositif le plus équilibré et par conséquent le plus robuste dans ce domaine».

C'est à ce titre que la France défend l'entrée en vigueur du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la négociation d'un traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour des armes et la poursuite par les États-Unis et la Russie de la réduction de leurs arsenaux nucléaires.

6 - UNESCO - Candidature de Mme Audrey Azoulay au poste de directrice générale - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian

La semaine prochaine sera décisive pour l'avenir de l'UNESCO. Les 58 États membres du conseil exécutif éliront la personne qui sera proposée à la conférence générale, début novembre, pour être la prochaine directrice générale ou le prochain directeur général de l'organisation.

La France présente à ce poste la candidature de Mme Audrey Azoulay, ancienne ministre de la culture et de la communication.

C'est parce qu'elle est membre fondateur de l'UNESCO, État du siège, que la France s'engage aussi fortement pour aider l'organisation à renouer avec le rayonnement moral et intellectuel qui fonde son mandat au sein du système des Nations unies. La lutte contre l'obscurantisme qui menace chacune de nos sociétés, les valeurs de respect, de dialogue et d'écoute sont plus que jamais au coeur des défis contemporains. La diffusion de la connaissance, la promotion d'une éducation de qualité pour tous, la protection du patrimoine de l'humanité et de notre environnement, l'autonomisation des femmes et des filles sont les tâches attendues prioritairement de l'UNESCO. Dans un monde où la liberté d'opinion et d'expression est trop souvent remise en cause, il est essentiel que l'UNESCO poursuive son mandat pour la libre circulation des idées, en mobilisant tous les moyens nécessaires pour promouvoir notamment la liberté de la presse et la protection des journalistes. C'est sur ces principes essentiels que se jouera l'élection de la semaine prochaine.

La France fait écho à ces priorités au sein des instances multilatérales pour accompagner l'action de l'UNESCO. La décision de porter son niveau d'aide publique au développement à 0,55% du revenu national brut d'ici à 2022 annoncée par le président de la République et la coprésidence de la prochaine conférence de financement du partenariat mondial pour l'éducation, essentielle pour se donner les moyens d'atteindre collectivement l'objectif du développement durable sur l'éducation pour tous tout au long de la vie, participent de cette volonté.

C'est tout le sens de la candidature que porte Audrey Azoulay au nom de la France et qui vise à redonner les moyens à l'UNESCO de renforcer son action de terrain, de moderniser ses méthodes et de s'ouvrir à la jeunesse. Son expérience politique, diplomatique et managériale est l'assurance d'un leadership visant une UNESCO performante, inclusive et respectueuse de tous, qui rassemble toutes les nations du monde.

7 - Égypte - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue égyptien (Paris, 6 octobre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a reçu le 6 octobre son homologue égyptien, M. Sameh Choukry.

Les deux ministres ont préparé les prochaines visites de haut niveau et ont eu des échanges approfondis sur les principales questions régionales :

- Libye : ils ont salué les progrès de la médiation à Tunis de M. Ghassan Salamé, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, et ont confirmé leur plein soutien à la mise en oeuvre du plan qu'il a présenté à New York lors de la semaine ministérielle de l'assemblée générale des Nations unies. Ils sont convenus de la nécessité que tous les acteurs libyens s'inscrivent dans cette dynamique ;

- Syrie : M. Jean-Yves Le Drian a fait le point sur les efforts français en vue de créer un groupe de contact pour avancer vers l'objectif, partagé avec l'Égypte, d'une solution politique au conflit syrien ;

- Territoires palestiniens : M. Jean-Yves Le Drian a marqué son appréciation de l'initiative en cours de l'Égypte afin de favoriser la réconciliation inter-palestinienne et a salué les premiers résultats obtenus.

M. Jean-Yves Le Drian et son homologue se sont félicités du renforcement de la relation bilatérale ces dernières années et ont réaffirmé leur volonté d'approfondir notre coopération dans tous les domaines. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a réitéré le soutien de la France aux réformes économiques conduites par l'Égypte.

Q - Quels ont été les sujets abordés entre le ministre Jean Yves Le Drian et son homologue égyptien Sameh Chokri lors de leur rencontre aujourd'hui à Paris?

R - Nous vous renvoyons vers la déclaration de ce jour.

8 - Territoires palestiniens

Q - Pensez-vous que la réconciliation interpalestinienne est un développement positif ?

R - La France salue les efforts déployés en faveur de la réconciliation inter-palestinienne qu'elle appelle de ses vœux de longue date, ainsi que le retour à Gaza du gouvernement d'entente nationale conduit par le Premier ministre Rami Hamdallah.

Ce retour doit permettre à l'Autorité palestinienne d'exercer pleinement ses prérogatives dans la bande de Gaza, y compris dans le domaine de la sécurité, et ouvrir la voie, avec les discussions annoncées au Caire, à un processus de réconciliation.

La réconciliation inter-palestinienne est indispensable pour recréer un horizon politique. Elle est également indispensable dans l'intérêt de la population de Gaza, première victime de l'impasse politique actuelle, et de nature à faciliter la levée du blocus imposé aux Gazaouis./.